

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, lors de son déplacement au Grand-Quevilly, sur la construction de l'Europe et l'élection présidentielle de 1988, lundi 23 novembre 1987.

Monsieur le sénateur-maire et cher ami,

- Mesdames et messieurs,

- Je suis un peu confus d'avoir dérangé tant de monde ce matin à Grand-Quevilly. Certes je sais bien que je transporte avec moi ma fonction et que le réflexe naturel des Français, qui sont de bons républicains, est de s'assembler pour accueillir le chef de l'Etat. Mais je concevais cette visite davantage comme une visite de caractère personnel, simplement comme cela, pour un moment, un temps d'arrêt, des rencontres amicales, une approche aussi de ce coin de Normandie, avant de rentrer dès cet après-midi reprendre mon travail, puisque je devrai me trouver au Conseil économique et social je crois dès 17 heures.

- En vérité, je suis très touché par votre accueil. Même si la cérémonie a pris le pas sur le reste, elle a pu garder un ton discret et de grande gentillesse, souligné par les propos qui viennent à l'instant d'être prononcés par notre ami Tony Larue.

- J'en profiterai quand même pour vous saluer vous aussi. Je ne suis pas venu de très loin, Paris c'est à deux pas, et vous aviez aussi vos occupations, et cependant, vous avez fait le petit bout de chemin qui nous permettait d'être ensemble dans cet hôtel de ville, où je reviens avec plaisir.

- Vous avez bien voulu rappeler, il y a un instant, que depuis 1981, c'est la deuxième fois que je viens dans votre ville. Oui, c'est la deuxième fois. Cela ne me sera pas donné pour beaucoup de cités, et pour cause, la France est grande, et je ne puis aller partout. On dira seulement que j'ai tout de même quelques relations particulières à Grand-Quevilly. Tony Larue, c'est pour moi un déjà ancien - j'allais dire un vieux, mais quand on le regarde, ce n'est pas vrai, moi-même... - un vieux compagnon de route avec lequel j'ai entretenu, je dois dire depuis le premier jour, des relations particulièrement cordiales et confiantes. Et Laurent Fabius, qui agit dans cette cité et dans ce département - indépendamment de son rôle national - sait bien que c'est pour moi un intérêt supplémentaire que de venir dans une commune où je retrouve un environnement de telle qualité. Et puis on a besoin, vous comme moi, moi comme vous, on a besoin de ces haltes où les paroles de l'amitié viennent donner un autre sens à une existence fort occupée par des responsabilités et par des débats dont on peut penser qu'ils ne sont pas toujours nécessaires à la France, à côté de tant d'autres débats qui sont la vie même de la démocratie.\

Je me réjouis de ces quelques moments. J'aimerais pouvoir vous dire un peu comme ça tout ce qui me passe par la tête, par rapport aux problèmes de l'heure, disons aux problèmes principaux, qui peuvent décider du sort de notre pays. Il s'en propose très souvent. Mais là, au cours de ces quelques semaines, nous aurons des rencontres européennes, nous avons déjà eu, au cours de ces derniers jours, des rencontres de ce type, qui nous obligent à nous poser cette question : "est-ce que l'Europe va se donner les moyens, non pas d'exister, elle existe, mais de surmonter les obstacles qui se proposent sur sa route ?" Or je considère que les générations d'aujourd'hui, quel que soit leur choix politique, hors ceux, bien entendu, qui ne veulent pas entendre parler de l'Europe, soit parce qu'ils répondent à un réflexe du plus vieillot nationalisme,

soit parce qu'ils ne voudraient pas que l'Europe dont je vous parle puisse représenter demain une véritable force capable de compenser l'avance prise par les puissants empires qui dominent le monde.

- Eh bien, l'Europe, c'est un choix qui normalement doit être celui de l'immense majorité des Français et pourtant, comme on le dit d'un cheval, elle "bronche". Il ne faut pas s'en inquiéter outre mesure car elle n'a pu résoudre ses problèmes qu'à coups de crise et ce sont les crises, lorsqu'elles sont abordées de face, par des gens sérieux, qui font avancer les affaires de l'Europe. Il arrive aussi que ce soit souvent le cas des affaires de la France, bien que ce ne soit pas un programme très souhaitable. Eh bien, nous sommes affrontés à quelques problèmes de grande ampleur. Nous en avons débattu à Karlsruhe en Allemagne fédérale il y a quelques jours, nous en débattons dès cette semaine, je crois dès jeudi à Naples, nous en reparlerons à Copenhague, dans les premiers jours de décembre. Il convient de savoir maintenant si la Communauté européenne des Douze sera en mesure de se doter d'un budget, de décider de ses nouvelles ressources, de répartir celles dont elle dispose, ou dont elle disposera, entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres, d'aménager ses difficultés agricoles et de donner un nouvel élan dans deux nouveaux domaines.\

Vous savez qu'aujourd'hui il faut essentiellement réfléchir sur les moyens de renforcer l'Europe économique en passant, c'est une nécessité, par un système monétaire plus solide ce qui veut dire par une monnaie commune qui devra être gérée par des organismes communs, ce qui ne veut pas dire pour autant que les monnaies nationales auront perdu leur sens.

- Il faut également faire avancer les débats sur la sécurité : Ce n'est pas facile parce qu'au bout de quarante ans et même un peu plus qui ont vu l'histoire de l'Europe se fixer au lendemain de la guerre mondiale avec des vainqueurs et des vaincus, nos pays de l'Europe de l'Ouest répondent à des statuts politiques et militaires différents. Mais il faut surmonter cette autre difficulté car le problème ne se situe pas dans le passé de notre Europe mais dans son avenir et je peux dire que nous avons de ce point de vue accompli de réels progrès au cours de ces dernières années, surtout qu'avec le Chancelier Kohl, en 1983, nous avons donné vie à des dispositions un peu oubliées du Traité de l'Élysée signé 20 ans plus tôt en 1963 par le général de Gaulle et le Chancelier Adenauer. A vrai dire, entre temps, d'importantes décisions avaient été prises. Il faut rendre justice à chacun et c'est ainsi que l'on avait vu l'Europe se doter d'un Parlement, lui-même pourvu de réelles compétences, se créer précisément le système monétaire européen, sous des formes variables, mais qui s'était précisé peu à peu. C'est ainsi que l'on a pu aussi élargir l'Europe à d'autres pays européens qui avaient bien le droit de se considérer par la culture, la géographie et l'histoire, dignes d'entrer dans la Communauté, même si certains d'entre eux ne l'ont pas encore tout à fait inséré dans leurs moeurs, dans leurs usages et dans leurs habitudes de penser.

- A vrai dire, nous avançons.

- Et cependant, voilà que nous nous trouvons placés devant une sorte de cran d'arrêt qu'il faut absolument surmonter. Je n'insisterai pas sur ce point, mais je profite de l'occasion qui m'est donnée pour parler aux Grandquevillais, et par-delà les Grandquevillais aux Français, afin de leur faire mieux sentir encore le risque encouru si les Douze ne parviennent pas à vaincre les difficultés qui se proposent à eux.

- Je suis optimiste, mais mieux vaudrait ne pas s'y reprendre à trois ou à quatre fois, car le temps perdu est grave au moment même où les deux plus grandes puissances ont la sagesse de s'entendre pour le premier désarmement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Il ne faut pas que les affaires du monde se règlent à deux. Il faut que l'Europe soit partie prenante et c'est le meilleur moyen d'y parvenir que de faire ou que de réussir la construction européenne.

- Voilà, je voulais vous dire cela, aujourd'hui, tâchant de vous communiquer ma foi, mais après tout, j'ai le sentiment qu'elle est déjà très partagée et que vous en êtes convaincus. Quand on dit que la France n'a plus tellement de grands objectifs, il y a déjà celui là, et il est immense et il requiert de la part des responsables politiques une extrême attention car, comme toute construction, il faut pour cela des plans, des procédures, être capable d'échelonner dans le

temps, et en même temps il faut une vision absolument claire et déterminée de l'avenir qui devrait être celui des prochaines années.\

Tout cela fait que je pense que la France et que les responsables, qui bientôt s'affronteront dans l'élection présidentielle, seront parfaitement capables de dessiner des horizons, de fixer des échéances et d'intéresser les Français par quelques grands choix. Notre démocratie reste bien vivante. On s'en aperçoit, même si c'est parfois par le mauvais côté.

- Je dois dire que l'élection présidentielle qui est maintenant au bout d'un petit chemin, dans quelques cinq mois, avivera, accroîtra au cours de ces prochains mois les polémiques et même les discordes. Mais on ne peut pas appeler simplement polémique et discorde ce qui est le fonctionnement normal de la démocratie, l'expression contraire des différentes façons de voir l'avenir du pays. Et cela est non seulement parfaitement légitime, mais tout à fait souhaitable. Il faut que ces débats aient lieu. Mais enfin, comme cela correspond souvent à notre tempérament, la polémique et la discorde risquent de prendre le pas sur le débat sérieux. Eh bien, à mesure que cette campagne se déroulera, à mesure que les dissentiments paraîtront prendre le dessus, mon rôle sera de veiller, auprès des Français, pour qu'ils n'en souffrent pas au point que la vie devienne insupportable, et qu'au contraire, cela participe au débat démocratique que j'appelle de mes vœux. Ainsi chacun a son rôle. Le mien encore pendant quelque temps, est d'assurer aux Français de traverser leurs épreuves sans tomber dans la crise.

- Mesdames et messieurs, chers amis, nous allons maintenant nous séparer. Ne croyez pas que je sois un amateur invétéré des discours. Reconnaissez que vous me mettez dans des situations où il m'est difficile d'y échapper. Les discours sont faits, lorsqu'on est entre amis, pour décerner quelques compliments. Vous m'en avez faits. J'aurais bien envie de vous en faire, mais nous savons quoi penser de nos longues luttes communes. Et j'ai bien enregistré, bien entendu - vous êtes assez entêtés quand même par ici - les propos qui étaient les vôtres sur mon avenir, le mien, le nôtre. Très bien, j'entends, j'enregistre, puis on verra bien.

- Je vous souhaite bonne chance et bon travail. Vous toutes et vous tous à Grand-Quevilly et dans les villes voisines, je vous souhaite bonne chance et bon travail et bonne réussite pour la France. Je suis heureux de vous avoir vus. J'espère que ce n'est pas la dernière fois, bien que Grand-Quevilly ne soit pas sur mes itinéraires habituels. Après tout quels sont les meilleurs itinéraires, sinon ceux que l'amitié vous dessine.

- Merci en tout cas pour votre présence et je dirai comme M. le sénateur-maire, tout à l'heure, ces phrases qui peuvent paraître rituelles mais elles viennent vraiment du fond du cœur.

- Vive Grand-Quevilly !

- Vive la République !

- Vive la France !.\